Le « mauvais moment » : l'argument des gouvernements sans horizon

Il existe, dans l'histoire politique du Québec, une constante rassurante pour ceux qui redoutent le changement : *ce n'est jamais le bon moment*. Jamais pour consulter le peuple, jamais pour décider, jamais pour risquer. L'argument revient avec la régularité d'un refrain : trop d'incertitudes, trop de turbulence mondiale, trop de fragilité économique. Bref, attendre.

Ce raisonnement, pourtant, ne résiste pas à l'épreuve de notre propre histoire.

Les grandes avancées du Québec n'ont jamais été réalisées dans des périodes calmes, prévisibles ou confortables. Elles ont été portées par des premiers ministres qui comprenaient une chose essentielle : l'histoire ne se présente pas avec un feu vert allumé.

Lorsque l'État québécois s'est émancipé au début des années soixante, rien n'était acquis. Le Québec n'était pas riche, il n'était pas puissant, il n'était pas maître de ses leviers économiques. Et pourtant, c'est dans cette fragilité assumée que furent posées les bases de ce qui allait devenir notre capacité collective d'agir. Attendre une conjoncture parfaite aurait signifié renoncer à l'action.

Même logique lorsque furent entrepris les grands chantiers énergétiques. Le monde était instable, les marchés volatils, les risques immenses. On parlait déjà d'endettement, de pari dangereux, de saut dans l'inconnu. Mais l'alternative était claire : ne rien faire, ou devenir dépendant pour longtemps. L'histoire a tranché.

Quant à l'exercice référendaire lui-même, il n'a jamais été convoqué dans un climat serein. Il a toujours été entouré de pressions, de menaces voilées, de discours alarmistes. Et pourtant, ces moments demeurent parmi les plus dignes de notre parcours collectif, parce qu'ils ont affirmé une idée fondamentale : un peuple adulte décide même quand le monde tremble.

Dire aujourd'hui qu'il s'agirait du « pire moment depuis cinquante ans » pour consulter les Québécois relève moins de l'analyse que de la posture. Cela suppose que les générations précédentes auraient bénéficié d'un contexte plus favorable, plus stable, plus indulgent. C'est faux. Le monde a toujours été incertain. Ce qui change, ce n'est pas la turbulence, c'est le courage politique.

On confond ici deux logiques distinctes. Celle du gestionnaire, qui cherche à minimiser les risques à court terme. Et celle de l'homme ou de la femme d'État, qui comprend que certains risques sont le prix même de la liberté. Gouverner, ce n'est pas attendre que la tempête passe; c'est décider quand l'inaction devient le danger principal.

Il y a aussi une contradiction profonde dans ce discours. On nous explique ailleurs, sur les grandes tribunes internationales, que les puissances dites « moyennes » doivent apprendre à s'affirmer dans un monde fragmenté, à prendre leur place, à agir avec autonomie. Mais lorsqu'il s'agit du Québec — dont le poids économique, institutionnel et culturel correspond précisément à cette catégorie — la conclusion serait inverse : trop petit, trop risqué, trop tôt.

Cette incohérence n’est jamais expliquée. Elle est simplement affirmée.

Enfin, il faut dire un mot du contexte politique réel. La tentation d’un passage à la tête d’un gouvernement affaibli, privé de ses figures dominantes, ne confère pas automatiquement une stature historique. Être premier ministre par défaut n’est pas être un premier ministre de refondation. L’histoire du Québec distingue très bien les deux.

Les grands premiers ministres n’ont pas été ceux qui promettaient l’absence de risques. Ils ont été ceux qui reconnaissaient le risque, le nommaient, puis choisissaient d’avancer quand même. Ils savaient que le temps ne travaille jamais pour ceux qui attendent qu’il devienne parfait.

Refuser aujourd’hui de consulter le peuple au nom de l’incertitude mondiale, c’est oublier que l’incertitude est la condition normale de toute décision fondatrice. Ce n’est pas de la prudence. C’est une abdication douce, présentée comme de la sagesse.

L’histoire du Québec nous a appris une chose simple :
ce ne sont pas les moments favorables qui font les nations,
ce sont les nations qui donnent un sens aux moments difficiles.